



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2019  
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2019

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**ORGANISATION - ORGANISATIE**

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Interpellation du public: Les difficultés de la modernisation des ascenseurs à valeur patrimoniale sur la commune de Forest. (Complémentaire)**

---

**Interpellatie van het publiek: De moeilijkheden bij de modernisering van de liften met erfgoedwaarde in de gemeente Vorst. (Aanvullend)**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**Affaires générales - Algemene zaken**

**2 Affaires générales - Elections du 26 mai 2019 - Règlement relatif aux conditions d'affichage sur les panneaux électoraux.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu l'arrêté du 22 février 2019 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement général de police de Forest, notamment l'article 10, § 2 ;

Considérant qu'il y a lieu, dans un souci d'ordre public, de réglementer les conditions d'affichage sur les panneaux installés à cet effet sur le territoire de la commune, en ayant égard aux pratiques en usage dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les élections européennes, législatives et régionales auront lieu le 26 mai 2019 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les incidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité et à la propreté publiques ;

Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichage peut être faite en tenant compte du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein d'au moins deux assemblées concernées par le scrutin du 26 mai 2019 ;

DECIDE,

## Article 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet d'organiser l'affichage électoral sur le territoire communal lors des élections européennes, législatives et régionales, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires supérieures, notamment le Règlement général de police, l'arrêté du 22 février 2019 pris par le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'article 27.5 du Code de la Route (limitation du stationnement de remorques et véhicules publicitaires).

## Article 2 – Définitions

Par « publicité électorale », il faut entendre toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis aux élections.

Par « affichage électoral », il faut entendre l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électorale.

## Article 3 – Dispositions concernant l'affichage électoral

### § 1er - Principes

L'affichage électoral est interdit sur la voie publique à l'exception des panneaux prévus exclusivement à cet effet.

Par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, ceux-ci sont installés de manière à couvrir les différents quartiers de la commune, au plus tard 30 jours avant le scrutin.

L'affichage sur les panneaux électoraux est effectué par le personnel communal désigné à cette fin. Il ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

Il est interdit d'apposer des affiches électorales ou autres supports de propagande électorale sur les propriétés et les biens privés sans l'autorisation du propriétaire.

Ne sera pas apposée toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

### § 2 - Zones réservées

A chaque emplacement de panneaux d'affichage électoral :

- 6 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques ou partis francophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;
- 3 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques néerlandophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;
- 1 panneau est réservé aux partis ou groupes politiques qui ne sont pas représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin.

### § 3 - Opérations de collage

Chaque parti ou groupe politique souhaitant voir ses affiches apposées sur les panneaux d'affichage électoral désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au Secrétariat communal, dans les délais fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le représentant désigné doit communiquer la disposition précise des affiches souhaitée ; celle-ci doit correspondre réalistement à l'espace attribué.

Le représentant désigné peut demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

En cas de détérioration d'affiches, il appartient au représentant de chaque liste d'en avertir le Secrétariat communal et de fournir un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir à leur remplacement ; il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais.

#### § 4 - Réclamations

Les réclamations portant sur l'application du présent règlement doivent être introduites devant le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Aucune réclamation ne sera admise si les affiches n'ont pas été remises au Secrétariat communal dans les délais impartis.

#### Article 4 – Diffusion

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire du présent règlement sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

#### Article 5 – Sanctions

§ 1er - Les affiches apposées en violation du présent règlement et ce, notamment, en cas de détérioration par « surcollage » ou ajout d'inscriptions, seront enlevées par le personnel communal aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables.

§ 2 - Les panneaux d'affichage électoral étant assimilés à du mobilier urbain, toute détérioration de ceux-ci pourra entraîner l'application des sanctions inscrites dans le Règlement général de police, sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal et de toute autre législation.

§ 3 - Sans préjudice des dispositions du Règlement général de police, des instructions des autorités et des dispositions du présent article, toute infraction au présent règlement pourra être sanctionnée par une amende administrative de maximum 350,00 €, à charge des contrevenants ou, à défaut, des éditeurs responsables.

---

### **Algemene zaken - Verkiezingen van 26 mei 2019 - Reglement betreffende de voorwaarden van aanplakking op verkiezingsborden.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van Vorst, met name artikel 10;

Overwegende dat het, met het oog op de openbare orde, noodzakelijk is om de voorwaarden van aanplakking op de borden die daartoe geïnstalleerd werden op het grondgebied van de gemeente te reglementeren, gezien de gangbare praktijken in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen plaats zullen vinden op 26 mei 2019;

Overwegende dat het noodzakelijk is om maatregelen te treffen teneinde incidenten inzake verkiezingsaanplakking te vermijden en inbreuken op de openbare rust en netheid te voorkomen;

Overwegende dat de ruimten voor aanplakking billijk verdeeld kunnen worden door rekening te houden met het feit of de politieke groep of partij op dit ogenblik al dan niet vertegenwoordigd is in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen van 26 mei 2019 betrekking op hebben;

BESLUIT,

#### Artikel 1 - Voorwerp

Het huidige reglement heeft als doel de verkiezingsaanplakking op het gemeentelijke grondgebied te organiseren tijdens de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen, onverminderd de hogere wettelijke of reglementaire bepalingen, inzonderheid het Algemeen Politierglement, het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of artikel 27.5 van het Verkeersreglement (beperking van het parkeren van aanhangwagens en reclamevoertuigen).

#### Artikel 2 – Definities

Onder “verkiezingsreclame” verstaat men elke expressievorm met als voorwerp propaganda in naam van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen voor de verkiezingen.

Onder “verkiezingsaanplakking” verstaat men het aanbrengen, op vaste of mobiele dragers, van documenten of andere vermeldingen, in eender welke vorm, die verkiezingsreclame materialiseren.

#### Artikel 3 – Bepalingen betreffende de verkiezingsaanplakking

##### §1 – Principes

Verkiezingsaanplakking op de openbare weg is verboden, behalve op de borden die uitsluitend daartoe zijn voorzien.

Per beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen worden deze borden zo geplaatst dat de verschillende wijken van de gemeente gedekt worden, en dit ten laatste 30 dagen voor de verkiezingen.

De affiches op de verkiezingsborden worden aangeplakt door het gemeentepersoneel dat daartoe wordt aangesteld. In geen geval mag dit gebeuren door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort, ongeacht of deze door de kandidaten of vertegenwoordigers van enige lijst gemachtigd werd of niet.

Het is verboden verkiezingsaffiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op privé-eigendommen en -goederen zonder de toelating van de eigenaar.

Zal niet worden aangeplakt elke affiche waarvan de inhoud in overtreding is met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

##### § 2 – Voorbehouden zones

Op elke plaats voor borden voor verkiezingsaffiches:

- worden er 6 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Franstalige politieke partijen of fracties die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op

hebben;

- worden er 3 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Nederlandstalige politieke fracties of partijen die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;

- wordt er 1 bord, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de politieke fracties of partijen die niet vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben.

### § 3 – Aanplakking

Iedere partij of fractie die haar affiches wil laten aanplakken op de verkiezingsaanplakkingsborden duiden een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches neer te leggen op het Gemeentesecretariaat binnen de termijnen die door het College van Burgemeester en Schepenen werden vastgelegd.

De aangeduide vertegenwoordiger moet de precieze schikking van de gewenste affiches meedelen; deze moet op realistische wijze in overeenstemming zijn met de toegekende ruimte.

De aangeduide vertegenwoordiger mag een nieuwe aanplakking vragen, voor zover deze aanvraag naar behoren wordt verantwoord.

In het geval van beschadiging van affiches is het aan de vertegenwoordiger van iedere lijst om er het Gemeentesecretariaat van op de hoogte te brengen en een voldoende aantal affiches te bezorgen om te voorzien in hun vervanging; er wordt zo snel mogelijk overgegaan tot een nieuwe aanplakking.

### § 4 – Klachten

Klachten betreffende de toepassing van huidig reglement moeten worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Er zal geen enkele klacht worden aanvaard indien de affiches niet binnen de gestelde termijnen werden overhandigd aan het Gemeentesecretariaat.

### Artikel 4 – Verspreiding

Naast de maatregelen inzake aanplakking zoals bedoeld in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet wordt een exemplaar van dit reglement verzonden naar elke lijst die kandidaten voordraagt voor de verkiezingen, op het adres van de zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft ingediend.

### Artikel 5 – Sancties

§ 1 - De affiches die met inbreuk op dit reglement worden aangebracht en dit, inzonderheid, in geval van beschadiging door “overplakken” of toevoegen van opschriften, zullen worden weggehaald door het gemeentepersoneel op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

§ 2 - Aangezien de verkiezingsborden worden gelijkgesteld met stadsmeubilair, kan elke beschadiging ervan leiden tot de toepassing van de sancties ingeschreven in het Algemeen Politierglement van Vorst, ongeacht de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek en van elke andere wetgeving.

§ 3 - Ongeacht de bepalingen van het Algemeen Politierglement, de instructies van de overheden en de bepalingen van dit artikel kan elke inbreuk op het huidige reglement bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 350,00, ten laste van de overtreders of, bij gebrek daaraan, van de verantwoordelijke uitgevers.

## Secrétariat - Secretariaat

### 3 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Désignations.- report du 26/02/2019

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 56, alinéa 6 du code Bruxellois du Logement ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment les articles 26 et suivants ;

Considérant que la commune dispose de 5 membres effectifs au CA, ainsi qu'un membre avec voix consultative, issu de l'opposition ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter deux candidats membres du CA avec voix consultative, étant entendu qu'un seul de ces deux candidats sera désigné par l'AG ;

Considérant que lors de la désignation par l'AG des membres du CA avec voix consultative, priorité sera donnée aux groupes qui ne sont représentés dans aucun des Collèges des bourgmestre et échevins des deux communes concernées ;

Que constituent l'opposition : les groupes MR, DéFI, PTB\*PVDA et CDH à Forest et les groupes MR et PTB\*PVDA à Saint-Gilles ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE,

De désigner en qualité de candidats administrateurs du Foyer du Sud :

- Mme Maud De Ridder, domiciliée avenue Kersbeek, 12 à 1190 Forest.
- M. Nicolas Lonfils, domicilié rue Toots Thielemans, 42 à 1190 Forest.
- Mme Véronique Laurent, domiciliée avenue Kersbeek, 253 à 1190 Forest.
- Mme Martine Draps, domiciliée avenue Minerve, 15bte125 à 1190 Forest.
- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.

De désigner, sur proposition des groupes de l'opposition, en qualité de candidats administrateurs avec voix consultative du Foyer du Sud :

- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.
- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.

---

### Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Aanstellingen.- uitstel van 26/02/2019

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 56, 6e lid van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder artikelen 26 en volgende;

Overwegende dat de gemeente er beschikt over 5 effectieve leden bij de RvB, alsook over een lid met raadgevende stem, afkomstig uit de oppositie;

Overwegende dat het aangewezen is twee kandidaat-leden van de RvB met raadgevende stem voor te dragen, wetende dat er slechts één van deze twee kandidaten aangesteld zal worden door de AV;

Overwegende dat bij de aanstelling door de AV van de leden van de RvB met raadgevende stem voorrang gegeven zal worden aan de fracties die in geen enkel van de Colleges van burgemeester en schepenen van de twee betrokken gemeenten vertegenwoordigd zijn;

Dat de volgende fracties de oppositie vormen: de fracties MR, DéFI, PTB\*PVDA en CDH in Vorst en de fracties MR en PTB\*PVDA in Sint-Gillis;

Overwegende dat de leden van de Raad van bestuur benoemd en afgezet worden door de Algemene vergadering;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders van de Zuiderhaard:

- Mevr. Maud De Ridder, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 12 te 1190 Vorst.
- Dhr. Nicolas Lonfils, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat, 42 te 1190 Vorst.
- Mevr. Véronique Laurent, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 253 te 1190 Vorst.
- Mevr. Martine Draps, gedomicilieerd Minervalaan, 15bus125 te 1190 Vorst.
- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.

Op voorstel van de fracties van de oppositie, aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders met raadgevende stem van de Zuiderhaard:

- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.
- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.

---

## Service SAC - Dienst GAS

### 4 **Sanctions administratives - Désignation d'agent constatateur communal pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, plus particulièrement l'article 21, §1er ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales dispose que: "*Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également*

*faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes: (...) les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal...";*

Considérant que Monsieur Gregory COSTA, agent contractuel au service de la Voirie, répond aux conditions minimales fixés par le Roi et a suivi la formation adéquate ;

DECIDE

De désigner Monsieur Gregory COSTA, agent contractuel au service de la Voirie, pour dresser constat en cas d'infraction aux articles du Règlement Général de Police qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives.

---

**Administratieve sancties - Aanduiding van gemeentelijk vaststellend beambte om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politiereglement in overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21 §1;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: *“De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...)de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld...”*;

Overwegende dat de heer Gregory COSTA, contractueel personeelslid bij de dienst Wegenis, beantwoordt aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden en de gepaste opleiding heeft gevolgd;

BESLIST:

De heer Gregory COSTA, contractueel personeelslid bij de dienst Wegenis, aan te duiden om vaststellingen te doen in geval van inbreuken op de artikelen van het Algemeen Politiereglement die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

---

## **TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW**

### **Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten**

#### **5 Revitalisation des quartiers - ABY – Convention FEDER – Approbation de l’avenant à la convention.**



LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mai 2015 octroyant une subvention de 7.359.272,00€ à la commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Abbaye de Forest » intégré au programme opérationnel FEDER Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

Vu le Conseil du 22 novembre 2016 décidant, entre autre :

- *D'approuver les termes de la convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prise dans le cadre de la programmation 2014 -2020 des fonds structurels européens et du programme Opérationnel Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;*

Considérant qu'il y a lieu de revoir l'article 4.2 adapté et précisant la liste des dépenses éligibles permettant de couvrir l'ensemble des frais de personnel et frais généraux forfaitaires liés à la mise en œuvre du projet ABY ;

DECIDE :

D'approuver les termes de l'avenant à la convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prise dans le cadre de la programmation 2014 -2020 des fonds structurels européens et du programme Opérationnel Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer l'avenant à la Convention relative au Projet " Abbaye de Forest " dans le cadre d'Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi » du programme FEDER.

---

**Heropleving van de wijken - ABY – EFRO-overeenkomst – Goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 mei 2015 tot toekenning van een subsidie van 7.359.272,00 € aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project 'Abdij van Vorst', opgenomen in het operationele EFRO-programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';

Gelet op de Gemeenteraad van 22 november 2016 waarin ondermeer werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de overeenkomst met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het programma voor 2014-2020 van de Europese structuurfondsen en van het operationele programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';*

Overwegende dat het aangepaste artikel 4.2, waarin de lijst verduidelijkt wordt van de ontvankelijke uitgaven die het mogelijk maken het geheel van de personeelskosten en algemene forfaitaire kosten verbonden met de uitvoering van het ABY-project te dekken, herzien moet worden;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het aanhangsel bij de overeenkomst met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van het programma voor 2014-2020 van de Europese structuurfondsen en van het operationele programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel bij de Overeenkomst met betrekking tot het project 'Abdij van Vorst' in het kader van Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid' van het EFRO-programma te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

---

6 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opérations 1B-1E-2AB – Construction d'un complexe d'équipements Centr'AL, Rénovation de la crèche Les Bout'chics et Construction d'une nouvelle maison de quartier – Révisions de prix - Modifications budgétaires – Financement. Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :

*D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;*

*De ne pas sélectionner pour ne pas avoir démontré sa capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, le soumissionnaire Malice s.a ;*

*De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les soumissionnaires : In Advance s.a, CBD s.a et Viki s.a ;*

*De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :*

*Offre 1: In Advance s.a*

*Offre 3: CBD s.a*

*Offre 4: Viki s.a*

*D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour le « Réaménagement de l'infrastructure communale les Bout'Chics » » au soumissionnaire ayant remis l'offre sélectionnée et régulière la plus basse, soit à l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1.556.454,46 € HTVA, soit de 1.883.309,90 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense d'un montant total de 2.071.640,89 € (TVAC + 10% pour pallier les imprévus et les révisions de prix éventuels) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le crédit nécessaire est disponible ;*

*De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :*

*- 1.100.224,03 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)*

*- 357.200,00 € maximum par un subside de la COCOF pour les nouvelles places créées;*

- 614.216,86 € par un emprunt, montant qui pourrait être diminué par un subside complémentaire de la COCOF pour les places existantes et les deux nouvelles places supplémentaires ;

De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 4.246,42 € HTVA ou 5.138,17 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2015-03 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (Bon de commande 29) ;

De financer la dépense à 92,66% par le subside régional ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :

D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;

De ne pas sélectionner pour ne pas avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, la société Malice s.a. ;

De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les sociétés In Advance s.a et Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils ;

De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :

Offre 2 : In Advance s.a.

Offre 3 : Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils

D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour la « Construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers » » à « Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa », rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1.420.758,19 € HTVA ou 1.719.117,41 € TVAC ;

D'inscrire la dépense d'un montant total de 1.848.051,22 € (Options et T.V.A. comprises + 7.5% pour pallier les révisions de prix et imprévus) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le crédit nécessaire est disponible ;950

De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :

- 1.805.647,99 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)

- 42.403,23 € par un emprunt, montant qu'il est prévu de diminuer par un subside BE.EXEMPLARY ;

De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 3.729,54 € HTVA ou 4.512,74 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2015-03 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (Bon de commande 70) ;

De financer cette dépense de 4.512,74 € TVAC à 100 % par le subside régional, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :

D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;

De ne pas sélectionner l'entreprise Malice s.a. pour ne pas avoir démontré sa capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges ;

De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les entreprises In advance s.a et

*Gillion Construction ;*

*De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :*

*Offre 2 : In Advance s.a.*

*Offre 3 : Gillion construction*

*D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour la « Construction d'un complexe d'équipements diversifiés à vocations sportive et culturelle » » à l'entreprise ayant remis l'offre sélectionnée et régulière la plus basse, soit à In Advance sa, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren, pour le montant de commande contrôlé avec options de 3.464.654,47 € HTVA, soit de 4.192.231,91 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense d'un montant total de 4.506.649,30 € Tout compris (Options et T.V.A. comprises + 7.5% pour pallier les révisions de prix et imprévus) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le crédit nécessaire est disponible ;*

*De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :*

*- 3.549.167,20 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)*

*- 957.482,10 € par un emprunt, montant qu'il est prévu diminuer par un subside BE.EXEMPLARY et par une subvention régionale auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux (Sport).*

*De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 8.925,00 € HTVA ou 10.799,25 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2014-04 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (bon de commande n° 20) ;*

*De financer cette dépense de 10.799,25 € TVAC à 90 % par le subside régional, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;*

*De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.*

**Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 23 octobre 2018 décidant :**

*De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2018 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 8 et 9 ;*

*Extrait du tableau :*

<b>BUDGET EXTRAORDINAIRE 2018 - PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS - M.B. N°9</b>						
OBJET	SERVICE	MONTANT	FINANCEMENT			
			BC Extra	Fonds propres	Subsides	
Chantiers CQDA - - Marconi 95.000€ - Bout's chics 100.000€ - Centr'al 250.000€	CDQA	445.000€				

Vu l'article 20 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011 portant sur la révision des prix ;

Vu la décision du collège du 31/01/2019 ;

*D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimé à 445.000 € TVAC pour les 3 chantiers en cours d'exécution, à savoir :*

- 95.000 euros à *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa, rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles pour le chantier Marconi,*
- 100.000 euros à *l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles Bout'chics*
- 250.000 euros à *l'entreprise In Advance .s.a, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren pour le chantier Centr'al, afin de permettre de pallier la révision de prix en hausse ;*

*D'inscrire les dépenses à l'article 9304/722-60/74 au budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;  
De financer cette dépense à 100% par un emprunt à charge de la Commune*

DECIDE :

De prendre connaissance, en application de l'article 234 al.3 de la Nouvelle Loi Communale, de la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 31 janvier 2019 :

*D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimé à 445.000 € TVAC pour les 3 chantiers en cours d'exécution, à savoir :*

- 95.000 euros à *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa, rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles pour le chantier Marconi,*
- 100.000 euros à *l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles Bout'chics*
- 250.000 euros à *l'entreprise In Advance .s.a, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren pour le chantier Centr'al, afin de permettre de pallier la révision de prix en hausse ;*

*D'inscrire les dépenses à l'article 9304/722-60/74 au budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;  
De financer cette dépense à 100% par un emprunt à charge de la Commune.*

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operaties 1B-1E-2AB - Bouw van een complex van voorzieningen Centr'Al, Renovatie van het kinderdagverblijf « Les Bout'chics » en Bouw van het nieuwe buurthuis – Prijsherzieningen - Begrotingswijzigingen – Financiering - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;  
De inschrijver Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat hij niet heeft*

*aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De volgende inschrijvers te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek: In Advance nv, CBD nv et Viki nv;*

*De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:*

*Offerte 1: In Advance nv*

*Offerte 3: CBD nv*

*Offerte 4: Viki nv*

*De opdracht voor werken 'Aanstelling van een aannemer voor de "Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'Chics"' te gunnen aan de inschrijver die de laagste geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk de aannemer VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.556.454,46 excl. BTW ofte € 1.883.309,90 incl. BTW;*

*De uitgave van een totaalbedrag van € 2.071.640,89 (BTW inbegrepen + 10% om de onvoorziene kosten en eventuele prijsherzieningen op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;*

*De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:*

*- € 1.100.224,03 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);*

*- maximaal € 357.200,00 door een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie voor de nieuwe gecreëerde plaatsen;*

*- € 614.216,86 door een lening, een bedrag dat verminderd kan worden door een bijkomende subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie voor de bestaande plaatsen en de twee nieuwe bijkomende plaatsen;*

*De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van de aannemer', namelijk € 4.246,42 excl. BTW of € 5.138,17 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-2015-03 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 29);*

*De uitgave voor 92,66% te financieren door de gewestelijke subsidie;*

*Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;*

*De vennootschap Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat zij niet heeft aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De vennootschappen In Advance nv en Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:*

*Offerte 2: In Advance nv*

*Offerte 3: Les Entreprises Générales Fernand Gillion et Fils*

*De opdracht van werken 'Aanstelling van een aannemer voor de 'Bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van de recreatieve en landschappelijke ruimten' te gunnen aan 'Les*

*Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv*, Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.420.758,19 excl. BTW ofte € 1.719.117,41 incl. BTW; De uitgave van een totaalbedrag van € 1.848.051,22 (opties en BTW inbegrepen + 7.5% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;

*De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:*

- € 1.805.647,99 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);

- € 42.403,23 door een lening, een bedrag waarvan voorzien wordt dat het verminderd zal worden door een BE.EXEMPLARY-subsidie;

*De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van de aannemer', namelijk € 3.729,54 excl. BTW of € 4.512,74 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-2015-03 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 70);*

*Deze uitgave van € 4.512,74 incl. BTW voor 100 % te financieren door een gewestelijke subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds';*

*Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;*

*De aannemer Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat hij niet heeft aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzonder Bestek;*

*De aannemers In Advance nv en Gillion Construction te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:*

*Offerte 2: In Advance nv*

*Offerte 3: Gillion Construction*

*De opdracht voor werken 'Aanstelling van een aannemer voor de "Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen met sportieve en culturele bestemming"' te gunnen aan de aannemer die de laagste geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk in Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E te 1130 Haren, voor het gecontroleerde bestellingbedrag met opties van € 3.464.654,47 excl. BTW ofte € 4.192.231,91 incl. BTW;*

*De uitgave van een totaalbedrag van € 4.506.649,30 alles inbegrepen (opties en BTW inbegrepen + 7.5% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;*

*De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:*

- € 3.549.167,20 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);

- € 957.482,10 door een lening, een bedrag waarvan voorzien is dat het verminderd zal worden door een BE.EXEMPLARY-subsidie en door een gewestelijke toelage van Brussel Plaatselijke Besturen (Sport);

*De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van*

de aannemer', namelijk € 8.925,00 excl. BTW of € 10.799,25 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-201-04 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 20);

Deze uitgave van € 10.799,25 incl. BTW voor 90 % te financieren door een gewestelijke subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds';

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 23 oktober 2018, waarbij werd beslist:  
De gewone en buitengewone begrotingen 2018 te wijzigen zoals weergegeven in onderstaande tabellen met betrekking tot begrotingswijzigingen nummers 8 en 9;

Uittreksel van de tabel:

BUITENGEWONE BEGROTING 2018 - VOORSTELLEN VAN WIJZIGINGEN - B.W. Nr. 9							
VOORWERP	DIENST	BEDRAG	FINANCIERING				OPMERK
			BB buiteng	Eigen middelen	Subsidies	Lening	
Bouwplaatsen DWCA - - Marconi € 95.000 - Bout'Chics € 100.000 - Centr'Al € 250.000	DWCA	€ 445 000				€ 445 000	9304/722-€

Gelet op artikel 20 van het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 houdende de prijsherziening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31 januari 2019 ;  
Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de bijkomende werken, geraamd op € 445.000 voor de 3 bouwplaatsen in uitvoering, namelijk:

- 95.000 euro voor Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv, Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor de Marconi-bouwplaats;
- 100.000 euro voor de aannemer VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor Bout'chics;
- 250.000 euro voor de aannemer In Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E, 1130 Haren, voor de Centr'Al-bouwplaats, teneinde het mogelijk maken de prijsherziening naar boven op te vangen;

De uitgaven in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.

Deze uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de Gemeente.

**BESLIST:**

In toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31 januari 2019:



*Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de bijkomende werken, geraamd op € 445.000 voor de 3 bouwplaatsen in uitvoering, namelijk:*

- *95.000 euro voor Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv, Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor de Marconi-bouwplaats;*
- *100.000 euro voor de aannemer VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor Bout'chics;*
- *250.000 euro voor de aannemer In Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E, 1130 Haren, voor de Centr'Al-bouwplaats, teneinde het mogelijk maken de prijsherziening naar boven op te vangen;*

*De uitgaven in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.*

*Deze uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de Gemeente.*

---

7 **Revitalisation des quartiers – ABY – Convention d'occupation infrastructures communales.**

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l'abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant la volonté du collège de soutenir les dynamiques associatives et citoyennes à travers la mise à disposition de locaux communaux disponibles tel que l'Abbaye de Forest, etc. ;

Considérant la nécessité de formaliser les règles, obligations et modalités d'occupations des différents locaux dans une convention ;

Considérant que la mise à disposition se fera à titre gratuit mais qu'une clause a été prévu en cas de publication de règlement redevance pour l'occupation des infrastructures forestoises dans les articles 9 et 10 « (...) le bénéficiaire aura droit à une période de 3 mois dès la date de publication du nouveau règlement pour décider de continuer d'occuper le local avec les nouvelles conditions ou de le libérer. »

Considérant la proposition de convention en annexe ;

DECIDE,

D'approuver le modèle de convention d'occupation proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec les différentes associations demandeuses.

---

**Heropleving van de wijken – ABY – Gebruiksovereenkomst gemeentelijke infrastructuur.**

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de abdij van Vorst en haar reconversie tot Culturele Pool (ABY);

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de wil van het College om de dynamieken van het verenigingsleven en de burgers te ondersteunen via de terbeschikkingstelling van beschikbare gemeentelijke lokalen, zoals de Abdij van Vorst, enz.;

Overwegende de noodzaak om de regels, verplichtingen en modaliteiten inzake het gebruik van de verschillende lokalen in een overeenkomst te formaliseren;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling ten kostelozen titel zal gebeuren, maar dat er in artikelen 9 en 10 een bepaling werd voorzien voor het geval dat er een retributiereglement voor het gebruik van de Vorstse infrastructuur wordt afgekondigd: “de begunstigde zal [...] gedurende een periode van 3 maanden vanaf de datum van afkondiging van het nieuwe reglement het recht hebben om te beslissen het lokaal onder de nieuwe voorwaarden te blijven gebruiken dan wel het te verlaten”;

Overwegende het voorstel van overeenkomst in bijlage;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst, voorgesteld in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende verenigingen die hierom vragen te ondertekenen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

### **Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten**

#### **8 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2019 - Douzièmes provisoires.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'au 1er mai 2019, il est possible que le budget communal pour l'exercice 2019 n'ait pas pu être voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de mai et juin 2019;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

---

## **Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2019 - Voorlopige twaalfden.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het mogelijk is dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2019 tegen 1 mei niet gestemd is kunnen worden door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST :

twee voorlopige twaalfden voor de maanden mei en juni 2019 toe te staan;

dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

---

## **Tutelle CPAS - Toezicht OCMW**

### **9 Tutelle CPAS – Budget 2019.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 14 février 2019, adoptant le budget 2019 du CPAS;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 01 février 2019 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 14 février 2019 adoptant le budget 2019 du CPAS.

---

### **Toezicht op het OCMW – Begroting 2019.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 14 februari 2019 tot goedkeuring van de begroting 2019 van het OCMW;

Gelet op het gunstige advies van het verenigde overlegcomité overeenkomstig artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 01 februari 2019;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 14 februari 2019 tot goedkeuring van de begroting 2019 van het OCMW.

*11 annexes / 11 bijlagen*

---

## 10 Tutelle CPAS – Budget 2018 – Modification budgétaire n°2.

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu les décisions du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 13 décembre 2018, adoptant la modification n°2 du budget 2018 du CPAS;

Considérant que les décisions du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 13 décembre 2018 ont été publiées dans l'application BOS du CPAS le 31 janvier 2019 ;

Considérant que le solde de ces modifications budgétaires est nul (pas d'impact sur la dotation communale au CPAS) ;

Considérant que la présente modification budgétaire a pour objet l'ajout, le réajustement ou le retrait de crédits budgétaires d'investissement ;

Article F/E/N°	Dépenses d'investissement	Justification	Budget Initial	Budget Initial et MB	Modification	MB2
1040/72200/51	Construction, grosses réparations, transformation bâtiments	<i>Projets non réalisés : travaux guichet-porte battante-peinture-paroi-déplacement (Curé 35-Van Pé 50-Liège 58) et Maintien d'une réserve de 25.000 € en cas de nécessité.</i>	57.000,00 €	57.000,00 €	-32.000,00 €	25.000,00 €

1040/74100/55	Achat de mobilier d'administration	<i>Acquisition de racks pour archivage pour Administration Centrale du CPAS</i>	0,00 €	0,00 €	25.000,00 €	25.000,00
1040/74100/57	Achat de mobilier de restaurant et cuisine	<i>Achat de frigos pour Administration Centrale</i>	0,00 €	0,00 €	5.000,00 €	5.000,00
1040/74200/55	Achat de matériel informatique et administratif	<i>Maintien des projets initialement prévus : Remplacement 100 pc et 2 photocopieurs et achat de 30 licences.</i>	150.000,00 €	150.000,00 €	5.000,00 €	155.000,00
1240/72200/56	Construction, grosses réparations, transformation de bâtiments	<i>Projets non réalisés : Isolation-Bardage-Gros entretien-Rafrâichissement-Peinture-Corniche-Electricité (Parc-Stade--Liège 58) Maintien d'une réserve de 35.000 € en cas de nécessité.</i>	62.000,00 €	62.000,00 €	-27.000,00 €	35.000,00
8341/71200/51	Plans et études en cours	<i>Honoraires architecte Rénovation du Val des Roses Facture : 2018/007 Décompte final Phase 4 et 5</i>	0,00 €	0,00 €	65.000,00 €	65.000,00

8341/72200/53	Construction, grosses réparations, transformation de bâtiments	<i>Projets non réalisés : Equipements spécifiques pour extension bâtiments, locaux administratifs, cantous, rayonnages archives. Maintien de 50.000€ pour réserve et remplacement porte d'entrée.</i>	354.000,00 €	354.000,00 €	-304.000,00 €	50.000,00 €
8341/74100/57	Achat de mobilier de restaurant et cuisine	<i>Crédit revu à la baisse : Aucune acquisition pendant l'année. Réserve pour divers achats (frigos, micro-ondes) ....</i>	50.000,00 €	30.000,00 €	-5.000,00 €	25.000,00 €
8341/74100/59	Achat mobilier médical, de soins et d'équipement des Locaux d'hébergement	<i>Projets réalisés ou restant à réaliser : mobilier de chambre-station de mesure –lits-matelas- matériel de levage-chariots médicaments- armoires- matériel médical divers- cireuse. Projet complémentaire : 2 fauteuils ERGO- Banquettes d'accueil – armoire à clefs</i>	93.600,00 €	93.600,00 €	26.400,00 €	120.000,00 €
8341/74200/55	Achat de matériel informatique et administratif	<i>Achats de photocopieurs multifonctions. Maintien d'une réserve de crédit budgétaire.</i>	50.000,00 €	50.000,00 €	-20.000,00 €	30.000,00 €

8341/74200/57	Achat de matériel de cuisine et de restaurant	<i>Projets réalisés ou restant à réaliser : Equipement cuisine-lots de vaisselle-ustensiles de cuisine-aspirateur à eau</i>	10.000,00 €	10.000,00 €	20.000,00 €	30.000,00 €
8341/74200/59	Achat de matériel médical, de soins et d'équipement des locaux	<i>Nouveaux projets : 2 chariots d'urgence-coussins boomerang-matelas antichute.</i>	0,00 €	0,00 €	20.000,00 €	20.000,00 €
8341/74300/51	Achat d'autos, motos, vélos, camionnettes	<i>Abandon des projets d'acquisition 3 camionnettes électriques</i>	90.000,00 €	97.000,00 €	-97.000,00 €	0,00 €
<b>Total dépense investissement</b>			<b>916.600,00 €</b>	<b>903.600,00 €</b>	<b>-318.600,00 €</b>	<b>585.000,00 €</b>
Article F/E/N°	Recettes d'investissement	Justification	Budget Initial	Budget Initial et MB1	Modification	MB2
1040/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	<i>Couverture des investissements via emprunts</i>	207.000,00 €	207.000,00 €	3.000,00 €	210.000,00 €
1240/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	Couverture des investissements via emprunts	62.000,00 €	62.000,00 €	-27.000,00 €	35.000,00 €
8341/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	<i>Couverture des investissements via emprunts</i>	647.600,00 €	634.600,00 €	-294.600,00 €	340.000,00 €
<b>Total Recette Investissement</b>			<b>916.600,00 €</b>	<b>903.600,00 €</b>	<b>-318.600,00 €</b>	<b>585.000,00 €</b>

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 13 décembre 2018 adoptant la modification budgétaire n°2 du budget 2018 du CPAS.

**Toezicht OCMW – Begroting 2018 – Begrotingswijziging nr. 2.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 13 december 2018, waarin de wijziging nr. 2 van de begroting 2018 van het OCMW aangenomen werd;

Overwegende dat de beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) in zitting van 13 december 2018 gepubliceerd werden in de BOS-toepassing van het OCMW op 31 januari 2019;

Overwegende dat het saldo van deze wijzigingen nul is (geen effect op de gemeentelijke dotatie aan het OCMW) ;

Overwegende dat de huidige begrotingswijziging als doel heeft de toevoeging, de aanpassing of de intrekking van begrotingskredieten uitsluitend qua investeringen ;

Artikel F/E/Nr	Investeringsuitgaven	Verantwoording	Oorspronkelijke begroting	Oorspronkelijke begroting en BW	Wi
1040/72200/51	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: werken loket-klapdeur-verf-wand-verplaatsing (Pastoor 35-Van Pé 50-Luik 58) en Behoud van een reserve van 25.000 € in geval van noodzaak.	57.000,00 €	57.000,00 €	-32
1040/74100/55	Aankoop van meubilair voor administratie	Aankoop van racks voor archivering voor Centrale Administratie van het OCMW	0,00 €	0,00 €	25.
1040/74100/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Aankoop van koelkasten voor Centrale Administratie	0,00 €	0,00 €	5.0
1040/74200/55	Aankoop van informatica- en administratief materiaal	Behoud van de oorspronkelijk voorziene projecten: Vervanging van 100 pc's en 2 kopieertoestellen en aankoop van 30 licenties.	150.000,00 €	150.000,00 €	5.0



1240/72200/56	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: Isolatie-Gevelbekleding-Groot onderhoud-Opfrissing-Verf-Kroonlijst-Elektriciteit (Park-Stadion--Luik 58) Behoud van een reserve van 35.000 € in geval van noodzaak.	62.000,00 €	62.000,00 €	-27
8341/71200/51	Lopende studies en plannen	Erelonen architect Renovatie van Val des Roses Factuur: 2018/007 Slotafrekening Fase 4 en 5	0,00 €	0,00 €	65.
8341/72200/53	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: Specifieke uitrustingen voor uitbreiding gebouwen, administratieve lokalen, cantous, rekken archieven. Behoud van 50.000€ als reserve en vervanging toegansdeur.	354.000,00 €	354.000,00 €	-30
8341/74100/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Krediet naar bene+C18den bijgesteld: Geen enkele aankoop tijdens het jaar. Reserve voor diverse aankopen (koelkasten, micro-golfovens) ....	50.000,00 €	30.000,00 €	-5.0
8341/74100/59	Aankoop van medisch en verzorgingsmeubilair en van uitrusting van de verblijfslokalen	Gerealiseerde of nog te realiseren projecten: meubilair voor kamer-opmetingsstation – bedden-matrassen- hefmeubilair- medisch materiaal- medicijnkarren-kasten- divers medisch materiaal- boenmachine. Bijkomend project: 2 ERGO-zetels- Onthaalbankjes – sleutelkasten	93.600,00 €	93.600,00 €	26.
8341/74200/55	Aankoop van informatica- en administratief materiaal	Aankoop van multifunctionele kopieertoestellen. Behoud van een reserve van begrotingskrediet.	50.000,00 €	50.000,00 €	-20

8341/74200/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Gerealiseerde of nog te realiseren projecten: Uitrusting keuken- vaatwerk- keukengereedschap- waterzuiger	10.000,00 €	10.000,00 €	20.
8341/74200/59	Aankoop van medisch en verzorgingsmeubilair en van uitrusting van de lokalen	Nieuwe projecten: 2 noodkarren-kussens boomerang-antival matrassen.	0,00 €	0,00 €	20.
8341/74300/51	Aankoop van auto's, bromfietsen, fietsen, bestelwagens	Opgeven van de projecten van aankoop van 3 elektrische bestelwagens	90.000,00 €	97.000,00 €	-97
Totaal uitgave investering			916.600,00 €	903.600,00 €	-31
Artikel F/E/Nr.	Investeringsontvangsten	Verantwoording	Oorspronkelijke begroting	Oorspronkelijke begroting en BW 1	Wi
1040/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	207.000,00 €	207.000,00 €	3.0
1240/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	62.000,00 €	62.000,00 €	-27
8341/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	647.600,00 €	634.600,00 €	-29
Totaal Ontvangst Investering			916.600,00 €	903.600,00 €	-31

#### BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 13 december 2018 waarin de begrotingswijziging nr. 2 van de begroting 2018 van het OCMW aangenomen werd.

*7 annexes / 7 bijlagen*

## ORGANISATION - ORGANISATIE

### Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat

#### 11 Service central d'achats - Marchés publics - Acquisition de matériel d'informatique et de

**téléphonie pour différents services communaux en remplacement du matériel volé lors de cambriolages – Urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles – Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle Loi communale – Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3, 236, 249 § 1er al. 2 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 janvier 2019, jointe en annexe ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 mars 2010 relative à la convention de mandat N° CM 1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (CIRB) et l'Administration communale de Forest, basé sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains de travaux de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu le premier article de la convention de mandat qui dispose ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution [de] marchés publics [...] de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires » ;

Considérant que l'Abbaye de Forest et l'Ecole du Bempt ont été victimes de cambriolages (au détriment du service Informatique) (le 5 octobre, la nuit du 17 au 18 novembre et le 15 décembre 2018), et que le service des Affaires néerlandophones ainsi que la Bibliothèque francophone ont également été cambriolés (entre le 22 et le 25 décembre 2018) ;

Considérant qu'il était indispensable d'acheter dans les plus brefs délais du matériel informatique et de téléphonie afin de permettre à ces différents services d'assurer leurs missions ;

Considérant que le matériel à acquérir pour donner suite à ces événements consiste en 9 écrans, 8 claviers, 1 PC portable, 1 PC fixe, 5 téléphones fixes, 2 téléphones sans fil et 2 projecteurs ;

Considérant que les crédits nécessaires n'avaient pas été prévus au projet de budget 2019 et qu'il y aura lieu de faire une modification budgétaire ;

Considérant que sur base de la liste des prix du matériel offert par le CIRB, les montants sont les

suivants :

9 écrans	1.072,80 € hors TVA ;
8 claviers :	220,00 € hors TVA ;
1 PC portable :	835,00 € hors TVA ;
1 PC fixe :	691,00 € hors TVA ;
5 téléphones fixes :	285,00 € hors TVA ;
2 téléphone sans fil :	100,00 € hors TVA ;
2 projecteurs :	1.206,00 € hors TVA ;
TVA :	+ 947,08 € ;
Total TVA comprise :	5.456,86 € ;

Considérant que le collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 17 janvier 2019, décidait notamment :

" Art 1er : De faire application de l'article 249, § 1<sup>er</sup> al. 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de matériel informatique et de téléphonie ;

[...]

Art 3 : De recourir à la centrale de marché lancée par le CIRB, à laquelle la Commune de Forest a adhéré ;

Art 4 : De passer commande [...] au montant [de] 4.509,80 € hors TVA ou 5.456,86 €, 21% TVA comprise ;

[...] " ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 janvier 2019 jointe en annexe ;

DECIDE:

Art. 1 : D'admettre la dépense susmentionnée et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 17 janvier 2019 en application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'achat de matériel informatique et de téléphonie au montant de 4.509,80 € hors TVA ou 5.456,86 €, 21% TVA comprise ;

Art. 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 5.456,86 €, 21% TVA comprise à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art. 3 : De financer la dépense par un emprunt.

---

**Centrale aankoopdienst - Overheidsopdrachten - Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal voor verschillende gemeentediensten ter vervanging van het materiaal gestolen tijdens inbraken – Dringende noodzaak die voortvloeit uit niet te voorzien omstandigheden – Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet – Instemming met de uitgave.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3, 236, 249, §1, 2de lid;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 januari 2019, toegevoegd in bijlage;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 maart 2010 betreffende de mandaatovereenkomst met nr. CM 1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van overheidsopdrachten [...] en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan”;

Overwegende dat de Abdij van Vorst en de School van de Bempt het slachtoffer zijn geworden van inbraken (ten koste van de Informaticadienst) (op 5 oktober, in de nacht van 17 op 18 november en op 15 december 2018), en dat er bij de dienst Nederlandstalige aangelegenheden alsook in de Franstalige bibliotheek tevens werd ingebroken (tussen 22 en 25 december 2018) ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om binnen de kortste termijnen informatica- en telefoniemateriaal aan te kopen om deze verschillende diensten in staat te stellen hun opdrachten te verzekeren;

Overwegende dat het aan te kopen materiaal om gevolg te geven aan deze evenementen bestaat uit 9 schermen, 8 toetsenborden, 1 laptop, 1 vaste PC, 5 vaste telefoons, 2 draagbare telefoons en 2 projectoren;

Overwegende dat de nodige kredieten niet voorzien werden in het ontwerp van de begroting 2019 en dat er een begrotingswijziging moet worden doorgevoerd;

Overwegende dat op basis van de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG de bedragen als volgt zijn:

9 schermen: 1.072,80 € excl. BTW;

8 toetsenborden:	220,00 € excl. BTW;
1 laptop:	835,00 € excl. BTW;
1 vaste PC:	691,00 € excl. BTW;
5 vaste telefoons:	285,00 € excl. BTW;
2 draagbare telefoons:	100,00 € excl. BTW;
2 projectoren:	1.206,00 € excl. BTW;
BTW:	+ 947,08 €;
Totaal BTW inbegrepen:	5.456,86 €;

Overwegende dat het college van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 17 januari 2019 ondermeer besliste om:

"Art 1: Artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe gemeentewet toe te passen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

[...]

Art 3: Een beroep te doen op de opdrachtcentrale gelanceerd door het CIBG, waarbij de Gemeente Vorst is aangesloten;

Art 4: Een bestelling te plaatsen [...] voor het bedrag van 4.509,80 € excl. BTW of 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen;

[...]"

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 januari 2019 toegevoegd in bijlage;

BESLIST:

Art. 1: In te stemmen met de bovenvermelde uitgave en waarin voorzien werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 17 januari 2019 in toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de nieuwe gemeentewet, voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal voor het bedrag van 4.509,80 € excl. BTW of 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

*1 annexe / 1 bijlage*

## **TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW**

### **Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen**

#### **12 Propriétés communales - Abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) -**

## **Occupation à titre précaire et à durée déterminée (2019) – Convention – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 20 mars 2018 approuvant, pour la période du 15 avril 2018 au 15 novembre 2018, les termes de la convention avec Madame Alice BILLIET, rue Terre-Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, représentant la S.C.R.L. Act for transition, place Loix 12 à 1060 Saint-Gilles (TVA BE 0693 899 594), pour l'occupation de l'abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) ;

Vu la demande de Madame Alice BILLIET, sollicitant le renouvellement de la convention d'occupation ;

Considérant que les occupants gèrent les lieux à la satisfaction de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de passer une nouvelle convention d'occupation avec la S.C.R.L. Act for transition afin d'y organiser diverses activités dont la vente de boissons et de nourriture ;

Vu le projet de convention d'occupation joint au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. D'approuver, pour la période du 13 avril au 17 novembre 2019, les termes de la convention jointe en annexe, conclue avec Madame Alice BILLIET, rue Terre-Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, représentant la S.C.R.L. Act for transition, place Loix 12 à 1060 Saint-Gilles (TVA BE 0693 899 594), pour l'occupation de l'abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) afin d'y organiser diverses activités, dont la vente de boissons et de nourriture ;

2. De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, ainsi que de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de signer valablement la convention d'occupation pour la Commune.

---

## **Gemeente-eigendommen – Schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst) – Gebruik ter bede van bepaalde duur (2019) – Overeenkomst – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 20 maart 2018 tot goedkeuring, voor de periode van 15 april 2018 tot en met 15 november 2018, van de bepalingen van de overeenkomst met mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, die de C.V.B.A. Act for transition, Loixplein 12 te 1060 Sint-Gillis (BTW BE 0693 899 594) vertegenwoordigt, betreffende het gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst);

Gelet op het verzoek van mevrouw Alice BILLIET voor de verlenging van de gebruiksovereenkomst;

Overwegende dat de gebruikers de plaatsen naar voldoening van de gemeente beheren;

Overwegende dat er een nieuwe gebruiksovereenkomst met de C.V.B.A. Act for transition moet worden gesloten, teneinde er allerlei activiteiten te organiseren, waaronder de verkoop van drank en etenswaren;

Gelet op de ontwerpovereenkomst, toegevoegd aan het dossier;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST:**

1. Goedkeuring te verlenen, voor de periode van 13 april tot en met 17 november 2019, van de bepalingen van de overeenkomst in bijlage, afgesloten met mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, die de C.V.B.A. Act for transition, Loixplein 12 te 1060 Sint-Gillis (BTW BE 0693 899 594) vertegenwoordigt, betreffende het gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst), teneinde er allerlei activiteiten te organiseren, waaronder de verkoop van drank en etenswaren;

2. Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, evenals de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, teneinde de gebruiksovereenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Instruction publique - Openbaar onderwijs**

#### **13 Instruction publique - Pacte pour un Enseignement d'Excellence - Mise en oeuvre.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 67 du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret adopté par le décret de la Communauté française du 13 septembre 2018 ;

Vu la circulaire ministérielle 6637 du 4 mai 2018 relative à l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé conditionnée à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de pilotage qui stipule que l'aide spécifique recouvre toute forme de soutien administratif ou éducatif en personnel, mise en œuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire à l'exception des tâches pédagogiques ;

Considérant que les écoles communales francophones suivantes se sont inscrites dans la 2<sup>ème</sup> cohorte des établissements scolaires disposés à mettre en œuvre les plans de pilotage et contrats d'objectifs : école maternelle n°3 (FASE 234), école primaire n°3 (FASE 95516), école n°6 Les Bruyères (FASE 235), école du Vignoble (FASE 236), école n°9 (FASE 237), école n°12 Les Sept Bonniers (FASE 239), école n°14 La Cordée (FASE 376) ;

DECIDE :

D'adopter, dans le cadre du décret de la Communauté française du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 dit « décret Missions » contractualisant les relations entre la Communauté



française et les établissements scolaires, les conventions d'accompagnement entre le Pouvoir organisateur de Forest et le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP), organe de représentation des communes, provinces et COCOF, auprès du Gouvernement de la Communauté française, offertes aux écoles communales francophones s'étant engagées à mettre en œuvre les plans de pilotage et contrats d'objectifs, à savoir : école maternelle n°3 (FASE 234), école primaire n°3 (FASE 95516), école n°6 Les Bruyères (FASE 235), école du Vignoble (FASE 236), école n°9 (FASE 237), école n°12 Les Sept Bonniers (FASE 239) et école n°14 La Cordée (FASE 376) ;

De mutualiser au niveau du service administratif de l'Instruction publique, l'aide financière spécifique aux directions d'écoles concernées, conformément à la circulaire ministérielle 6637 du 4 mai 2018.

---

## **Openbaar onderwijs - Pact voor Excellentieonderwijs - Uitvoering.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 67 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 september 2018;

Gelet op ministeriële omzendbrief 6637 van 4 mei 2018 met betrekking tot de specifieke steun aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen van het gewoon en gespecialiseerd onderwijs op voorwaarde van de uitwerking en uitvoering van de sturingsplannen, die bepaalt dat de specifieke steun op iedere vorm van administratieve of educatieve ondersteuning op het vlak van personeel en uitvoering in het kader van het beheer van een schoolinstelling slaat, met uitzondering van de pedagogische taken;

Overwegende dat de volgende Franstalige gemeentescholen opgenomen zijn in de 2<sup>e</sup> groep schoolinstellingen die bereid zijn de sturingsplannen en doelstellingencontracten uit te voeren: kleuterschool nr. 3 (FASE 234), lagere school nr. 3 (FASE 95516), school nr. 6 Les Bruyères (FASE 235), school Le Vignoble (FASE 236), school nr. 9 (FASE 237), school nr. 12 Les Sept Bonniers (FASE 239), school nr. 14 La Cordée (FASE 376);

BESLIST:

In het kader van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997, 'decreet Opdrachten' genoemd, dat de verhoudingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinstellingen contractualiseert, de begeleidingsovereenkomsten aan te nemen tussen de Inrichtende Macht van Vorst en de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP), vertegenwoordigende instelling van de gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie ten aanzien van de Regering van de Franse Gemeenschap, die aangeboden worden aan de Franstalige gemeentescholen die zich ertoe verbonden hebben de sturingsplannen en doelstellingencontracten uit te voeren, namelijk kleuterschool nr. 3 (FASE 234), lagere school nr. 3 (FASE 95516), school nr. 6 Les Bruyères (FASE 235), school Le Vignoble (FASE 236), school nr. 9 (FASE 237), school nr. 12 Les Sept Bonniers (FASE 239), school nr. 14 La Cordée (FASE 376);

Op het niveau van de administratieve dienst Openbaar Onderwijs de specifieke financiële ondersteuning van de directies van betrokken gemeentescholen, conform ministeriële omzendbrief 6637 van 4 mei 2018, gemeenschappelijk te maken.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

14 **Instruction publique – Asbl M.A.R.G.E. – Approbation des comptes 2016-2017- Report du 21/01/2019.**

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la Commune de Forest et l'asbl M.A.R.G.E., entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (C.C. 24/11/2009) ;

Vu l'article 3 de ladite convention qui stipule : « La Commune attribue à l'asbl, sous réserve de l'approbation de son budget annuel par le Conseil communal, un subside annuel de fonctionnement en numéraire de septante-cinq mille euros (75.000,00 €) indexé chaque année de 2% » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'approbation des comptes de l'asbl ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise « B.S.T. sprl » du 08 novembre 2018 joint au dossier et se rapportant aux comptes 2016-2017 ;

Considérant qu'il ressort du rapport que « la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique » ;

Considérant que les comptes de l'asbl tels qu'arrêtés au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

Dépenses : 109.814,63 €

Recettes : 82.806,06 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation des comptes 2016-2017 de l'asbl M.A.R.G.E., tels que joints au dossier.

---

**Openbaar onderwijs – Vzw M.A.R.G.E. – Goedkeuring van de rekeningen 2016-2017- Uitstel van 21/01/2019.**

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw M.A.R.G.E., in werking getreden op 1 januari 2010 (G.R. 24/11/2009);

Gelet op artikel 3 van voormelde overeenkomst, dat het volgende bepaalt: "De Gemeente kent aan de vzw, onder voorbehoud van de goedkeuring van haar jaarlijkse begroting door de Gemeenteraad, een jaarlijkse werkingssubsidie toe voor een bedrag van vijfenzeventigduizend euro (75.000,00 €) dat elk jaar geïndexeerd wordt met 2%";

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de goedkeuring van de rekeningen van de vzw;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor "B.S.T. bvba" van 08 november 2018 toegevoegd aan het dossier en met betrekking tot de rekeningen 2016-2017;

Overwegende dat uit het verslag blijkt dat "de boekhouding bijgehouden wordt en de jaarrekeningen opgesteld zijn conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn in België";

Overwegende dat de rekeningen van de vzw zoals vastgesteld op 31 december 2017 er als volgt uitzien:

Uitgaven: 109.814,63 €

Ontvangsten: 82.806,06 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekeningen 2016-2017 van de vzw M.A.R.G.E., zoals toegevoegd aan het dossier.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## ATL - VTO

### 15 **Accueil temps libre - Renouvellement de la Commission Communale d'Accueil (CCA) pour l'enfance.**

LE CONSEIL,

Vu le chapitre II du décret du 3 juillet 2003 (plus modifications) relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

Vu le chapitre II de l'arrêté du 3 décembre 2003 (plus modifications) du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du susdit décret ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les nouveaux membres de la Commission communale d'accueil après les élections communales, notamment les représentants du conseil ;

Considérant que siège d'office le membre du collège désigné par ses pairs pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire (arrêté du 3/12/2003, chapitre II, art 2, § 1<sup>er</sup>, 1.) et qu'il en assure d'office la présidence ;

Considérant qu'il y a donc lieu de désigner quatre représentants et cinq suppléants sur base d'une liste de candidats membres du conseil communal qui se sont préalablement déclarés ;

DECIDE :

De prendre acte de la désignation d'office de Madame Maud DE RIDDER en qualité de membre effectif – présidente ;

De désigner :

Madame Françoise PERE en qualité de suppléant de Madame Maud DE RIDDER,

Madame Dominique GOLDBERG en qualité de membre effectif et Monsieur Michael VAN VLASSELAER en qualité de son suppléant

Madame Isabelle MADUDA en qualité de membre effectif et M ..... en qualité de son suppléant

Monsieur Samir AHROUCH en qualité de membre effectif et M ..... en qualité de son suppléant

Madame Alitia ANGELI en qualité de membre effectif et M ..... en qualité de son suppléant.

---

**Vrijetijdsopvang - Hernieuwing van de Gemeentelijke Opvangcommissie (GOC) voor de kinderen.**

DE RAAD,

Gelet op hoofdstuk II van het decreet van 03 juli 2003 (plus wijzigingen) betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op hoofdstuk II van het besluit van 3 december 2003 (plus wijzigingen) van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het bovenvermelde decreet;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de nieuwe leden van de Gemeentelijke Opvangcommissie aan te stellen na de gemeenteraadsverkiezingen, ondermeer de vertegenwoordigers van de Raad;

Overwegende dat van ambtswege zetelt het lid van het college aangesteld door de andere leden om de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (besluit, hoofdstuk II, art 2, § 1, 1.) te verzekeren en dat hij van ambtswege het voorzitterschap waarneemt;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om vier vertegenwoordigers en vijf vervangers aan te stellen op basis van een lijst van kandidaat leden van de gemeenteraad die zich vooraf kenbaar hebben gemaakt;

BESLIST :

Akte te nemen van de aanstelling van ambtswege van mevrouw DE RIDDER Maud in de hoedanigheid van gewoon lid – voorzitter;

Aan te stellen:

Mevrouw Françoise PERE als vervanger van Mevrouw Maud DE RIDDER;

Mevrouw Dominique GOLDBERG als gewoon lid en de heer Michael VAN VLASSELAER als diens vervanger

Mevrouw Isabelle MADUDA als gewoon lid en dhr/mevr. .... als diens vervanger

De heer Samir AHROUCH als gewoon lid en dhr/mevr. .... als diens vervanger

Mevrouw Alitia ANGELI als gewoon lid en dhr/mevr. .... als diens vervanger.

---

**AFFAIRES NÉERLANDOPHONES - NEDERLANDSTALIGE AANGELEGENHEDEN**

**Bibliothèque NL - Bibliotheek NL**

16 **Affaires néerlandophones - Bibliothèque communale néerlandophone - Modification du règlement.**

LE CONSEIL,

Vu les décisions du Conseil communal du 5 juillet 2007 et 23 octobre 2007 concernant l'approbation de la convention entre la Commission communautaire flamande et la Commune de Forest relative à la reprise de la filiale communale de la Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Vu les décisions du Collège du Bourgmestre et Echevins du 12 mars 2007 et 21 décembre 2007 concernant respectivement la création et la réalisation de la reprise de la filiale communale de la Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Vu la décision du Conseil communal du 3 juillet 2018 concernant l'approbation du règlement actuel de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest;

Considérant que la bibliothèque communale néerlandophone aimerait actualiser le règlement mentionné ci-dessus afin d'augmenter d'une part son identification en tant que membre du réseau des bibliothèques publiques néerlandophones à Bruxelles et son accueil personnalisé – en répondant aux besoins de ses utilisateurs – d'autre part;

DECIDE,

D'approuver le nouveau règlement pour la bibliothèque communale néerlandophone, à mettre en vigueur à partir du 8 avril 2019.

---

**Nederlandstalige aangelegenheden - Gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek - Wijziging reglement.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 5 juli 2007 en 23 oktober 2007 betreffende de goedkeuring van de overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeente Vorst met betrekking tot de overname van het gemeentelijke filiaal van de Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 maart 2007 en 21 december 2007 met respectievelijk betrekking tot de oprichting en de tenuitvoerlegging van de overname van het gemeentelijke filiaal van de Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 3 juli 2018 betreffende de goedkeuring van het huidige reglement van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek van Vorst;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek het bovenvermelde reglement wenst te actualiseren en dit met tot doel de verhoging van de herkenbaarheid van de bibliotheek als deel van een netwerk van openbare bibliotheken in Brussel enerzijds en de klantvriendelijkheid – door in te spelen op de behoeften van haar gebruikers – anderzijds;

BESLIST,

Het nieuwe reglement van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek goed te keuren, met ingang

vanaf 8 april 2019.

1 annexe / 1 bijlage

---

## **Ecoles - Scholen**

### **17 Affaires néerlandophones - Enseignement - SPECTRUM groupe des écoles - Désignation des représentants au sein du comité de gestion.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale;

Vu le Décret de l'enseignement primaire de la Communauté flamande du 25 février 1997;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2001 concernant la collaboration intercommunale;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 2 avril 2004, concernant la participation à l'école et le Vlaamse Onderwijsraad;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 25 février 2011 concernant les regroupements d'écoles primaires et secondaires;

Considérant la circulaire concernant les regroupements d'écoles BaO/2005/11, modifiée le 16 mai 2014;

Considérant la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales néerlandophones De Puzzel et De Wereldbrug au groupe d'écoles Spectrum pour l'année scolaire 2003-2004, avec des prolongations annuelles puis la décision du Conseil du 14 octobre 2014 en faveur d'un prolongement de cette adhésion pour la période 2014-2020;

Considérant que le groupe d'écoles Spectrum est géré par un comité de gestion, composé d'un membre effectif et d'un remplaçant par pouvoir organisateur faisant partie du groupe;

Considérant le protocole d'accord nr 2014/CO2 du 2 juillet 2014 du comité de négociation du groupe d'écoles Spectrum.

DECIDE;

De désigner l'Echevine des Affaires néerlandophones en tant que membre effectif, et la responsable du département des Affaires néerlandophones en tant que remplaçante pour représenter le pouvoir organisateur de la Commune de Forest au sein du comité de gestion du groupe d'écoles Spectrum.

---

### **Nederlandstalige aangelegenheden - Onderwijs - SPECTRUM scholengemeenschap - Aanstelling van de vertegenwoordigers in het beheerscomité.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Decreet Basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad.

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 2011 betreffende de scholengemeenschappen in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op de omzendbrief betreffende de scholengemeenschappen BaO/2005/11, gewijzigd op 16 mei 2014;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen De Puzzel en De Wereldbrug deel te laten uitmaken van scholengemeenschap Spectrum voor het schooljaar 2003-2004, met jaarlijkse verlengingen en met name de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om het lidmaatschap voor beide scholen te verlengen voor de periode 2014-2020;

Overwegende dat de scholengemeenschap Spectrum wordt aangestuurd door het beheerscomité, samengesteld uit een effectief lid en een plaatsvervanger voor elk schoolbestuur dat deel uitmaakt van de scholengroep;

Gelet op het protocol van akkoord nr 2014/CO2 van 2 juli 2014 van het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap Spectrum;

BESLIST;

De Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden aan te stellen als effectief lid, en de departementsverantwoordelijke Nederlandstalige aangelegenheden als plaatsvervangend lid om het schoolbestuur van de Gemeente Vorst in het beheerscomité van de scholengemeenschap Spectrum te vertegenwoordigen.

---

## ORGANISATION - ORGANISATIE

### Secrétariat - Secretariaat

- 18 **Motion relative à la gestion du stationnement à Forest et, en particulier, autour de Forest National et du Stade Marien (à la demande de Messieurs Loewenstein, Pierre-De Permentier et Hacken, conseillers communaux).- report du 26/02/2019**

### CONSEIL COMMUNAL DE FOREST

#### MOTION RELATIVE À LA GESTION DU STATIONNEMENT À FOREST ET, EN PARTICULIER, AUTOUR DE FOREST NATIONAL ET DU STADE MARIEN

**Déposée par : M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) et L. HACKEN (cdH)**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur les zones de stationnement réglementées et les cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu le Plan Régional de Politique du Stationnement ;

Vu le règlement redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique adopté par le conseil communal de Forest en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en séance du 19 septembre 2017 et du 20 février 2018 pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu le régime actuel prévoyant le stationnement payant sur tout le territoire communal via des zones rouges (rue Jean-Baptiste Vanpé, chaussée de Bruxelles (entre la rue des Abbesses et la rue Jean-Baptiste Vanpé), chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon), avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair) et place de l'Altitude 100) et des zones vertes sur toutes les autres voiries ;

Vu que, si un équilibre a été trouvé et convient aujourd'hui à la plupart des habitants (carte riverain valable sur tout le territoire, carte visiteur...), la Région de Bruxelles-Capitale impose désormais aux communes de diviser leur territoire en secteurs ou mailles ;

Vu que ce changement impliquera que les Forestois ne pourront plus se garer partout à Forest, leur carte riverain n'étant valable à l'avenir que sur leurs propres secteur ou mailles ;

Vu que certaines personnes (âgées, handicapées...) ont des difficultés à se déplacer autrement qu'en voiture, qu'il y a lieu de préserver un incitant pour les Forestois de continuer à consommer à Forest ;

Vu les nuisances de stationnement liées aux évènements organisés par Forest National et aux matches de football du Royal Union Saint-Gilloise au stade Marien ;

Vu que l'actuel règlement redevance ne prévoit aucune mesure visant à préserver les riverains des nuisances générées par ces deux acteurs incontournables de la vie forestoise ;

Que, de surcroît, le stationnement est gratuit en soirée et les dimanches ;

Vu la difficulté de trouver déjà en temps normal une place de stationnement pour les riverains



habitants dans les zones de Forest National et du stade Marien ;

Vu la zone évènement consacrée par l'ordonnance du 22 janvier 2009 et prévoyant le paiement du stationnement en soirée à des tarifs plus importants qu'en journée (5€/heure) ;

Que, si cette zone évènement génèrera des recettes supplémentaires pour la commune et la consolation pour certains riverains que les visiteurs occupant les places de stationnement paient pour ce faire, cela ne résoudra pas le problème des riverains qui ne disposeront pas de davantage de places de stationnement libres près de chez eux lors des évènements à Forest National et au stade Marien ;

Vu que l'ordonnance du 22 janvier 2009 prévoit également la possibilité d'installer des zones bleues, gratuites pour les détenteurs d'une carte riverain, limitée à deux heures pour les non-détenteurs d'une carte riverain ;

Vu que cette limite dans le temps de deux heures est portée, par exemple, à quatre heures dans la commune d'Anderlecht ;

Que la durée de la limitation peut donc être fixée sur la base d'une étude et d'une concertation avec les riverains et commerçants ;

Vu que la limitation du stationnement dans le temps pour les non-riverains les contraigne à recourir aux parkings de dissuasion (Stalle ou Audi) ou aux transports publics ;

Vu que la mise en place de zones bleues en soirée lors d'évènements à Forest National et au stade Marien libèrera de facto des places de stationnement pour les riverains ;

Vu, plus largement, les chiffres de Parking.brussels démontrant que les zones vertes ne rapportent pas plus que des zones bleues ;

Qu'à peine 10% des recettes en zone verte proviennent de l'alimentation des horodateurs, environ 80% des cartes riverains, environ 7% des redevances et environ 3% des dérogations (personnes handicapées...);

Vu l'obligation de la commune de se mettre en conformité avec l'ordonnance régionale et ses arrêtés d'exécution ;

Vu que cette obligation doit constituer une opportunité pour la commune de Forest d'évaluer et revoir sa politique de stationnement au bénéfice de ses habitants ;

Vu que le règlement redevance expire le 31 décembre 2019 ;

Vu la nécessité d'évaluer et revoir la politique de stationnement en concertation avec les habitants et acteurs économiques forestois ;

**DEMANDE AU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS :**

- d'étudier, avec Parking.brussels, la mise en place d'une zone bleue en soirée et les dimanches lors d'évènements à Forest National et au stade Marien, en proposant plusieurs variantes liées à la zone à couvrir, au type d'évènement, à la limite de temps de stationnement en zone bleue... ;

- de proposer des modèles de révision plus large du plan communal de stationnement afin de se mettre

en conformité avec la législation régionale en tenant compte :

o des différents types de zones prévues par l'ordonnance du 22 janvier 2009 (bleues, vertes, grises, oranges, rouges et spéciales) ;

o du caractère résidentiel de Forest, commune de seconde couronne ;

o de la nécessité de revitaliser la commune aux niveaux de ses commerces ;

- d'organiser une concertation avec les habitants et acteurs économiques tant sur la solution à apporter aux nuisances liées à Forest National et au stade Marien, que sur la révision plus générale du plan communal de stationnement ;

- de présenter une modification du plan communal de stationnement au début du dernier quadrimestre 2019 afin qu'une large information soit communiquée vers les habitants dans la foulée et qu'il puisse prendre effet au 1er janvier 2020, soit le lendemain du terme de l'actuel règlement communal.

---

**Motie betreffende het parkeerbeheer in Vorst en, in het bijzonder, rond Vorst Nationaal en het Mariënstadion (op vraag van Mijnheren Loewenstein, Pierre-De Permentier en Hacken, gemeenteraadsleden).- uitstel van 26/02/2019**

## **DE GEMEENTERAAD VAN VORST**

### **MOTIE MET BETREKKING TOT HET PARKEERBELEID IN VORST EN IN HET BIJZONDER ROND VORST NATIONAAL EN HET MARIENSTADION**

**Ingediend door: M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) en L. HACKEN (cdH)**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;

Gelet op het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – aangenomen door de gemeenteraad van Vorst in zitting van 3 mei 2016 en gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 19 september 2017 en 20 februari 2018 voor een termijn eindigend op 31 december 2019;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Gelet op de huidige regeling, die voorziet dat parkeren betalend is op heel het gemeentelijke grondgebied via rode zones (Jean-Baptiste Vanpéstraat, Brusselsesteenweg (tussen de Abdissenstraat

en de Jean-Baptiste Vanpéstraat), Neerstalsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de André Baillonstraat), Victor Rousseaulaan (tot aan de Denayerlaan aan de even zijde en de Monte-Carlolaan aan de oneven zijde) en Hoogte Honderd) en groene zones in de andere wegen;

Gelet op het feit dat, hoewel er een evenwicht werd gevonden en de meeste inwoners hier tevreden mee zijn (buurtbewonerskaart beschikbaar voor heel het grondgebied, bezoekerskaart, ...), het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten voortaan verplicht hun grondgebied in te delen in sectoren of deelsectoren;

Gelet op het feit dat deze verandering met zich zal meebrengen dat de Vorstenaren zich niet meer overal zullen kunnen parkeren, aangezien hun buurtbewonerskaart in de toekomst enkel in hun eigen sector of deelsector geldig zal zijn;

Gelet op het feit dat sommige personen (senioren, gehandicapten, ...) moeite hebben om zich anders dan met de auto te verplaatsen, dat er een stimulans moet worden behouden om de Vorstenaren ertoe aan te zetten in Vorst te consumeren;

Gelet op de parkeeroverlast verbonden met de evenementen die door Vorst Nationaal worden georganiseerd en met de voetbalwedstrijden van de Royale Union saint-gilloise in het Marienstadion;

Gelet op het feit dat het huidige retributiereglement geen enkele maatregel voorziet om de buurtbewoners tegen de overlast ten gevolge van deze twee belangrijke spelers van het Vorstse leven te beschermen;

Dat parkeren bovendien 's avonds en op zondag gratis is;

Gelet op de moeilijkheid die de buurtbewoners al ondervinden om op normale tijdstippen een parkeerplaats te vinden in de zones van Vorst Nationaal en het Marienstadion;

Gelet op de zone voor evenementen, ingesteld door de ordonnantie van 22 januari 2009, waarin voorzien wordt dat parkeren 's avonds betalend is tegen hogere tarieven dan overdag (€ 5/uur);

Dat, hoewel deze evenementenzone voor bijkomende inkomsten voor de gemeente zal zorgen en sommige buurtbewoners zich getroost zullen voelen doordat de bezoekers die de parkeerplaatsen gebruiken hiervoor betalen, dit geen oplossing biedt voor het probleem van de buurtbewoners die gedurende de evenementen in Vorst Nationaal en het Marienstadion niet over meer vrije parkeerplaatsen in hun buurt beschikken;

Gelet op het feit dat de ordonnantie van 22 januari 2009 tevens de mogelijkheid voorziet om blauwe zones in te stellen, die gratis zijn voor de houders van een buurtbewonerskaart en beperkt zijn tot twee uur voor wie geen houder is van een buurtbewonerskaart;

Gelet op het feit dat deze beperking tot twee uur bijvoorbeeld tot vier uur werd verlengd in de gemeente Anderlecht;

Dat de duur van de beperking dus kan worden vastgelegd op basis van een onderzoek en een overleg met de buurtbewoners en handelaars;

Gelet op het feit dat de beperking van de parkeermogelijkheid in de tijd voor niet-buurtbewoners dezen ertoe verplicht een beroep te doen op de pendelparkings (Stalle of Audi) of het openbaar vervoer;

Gelet op het feit dat de instelling van blauwe zones 's avonds tijdens evenementen in Vorst Nationaal en in het Marienstadion de facto parkeerplaatsen zal vrijmaken voor de buurtbewoners;

Gelet op de cijfers van parking.brussels in ruimere zin, die aantonen dat groene zones niet meer opbrengen dan blauwe zones;

Dat amper 10% van de ontvangsten uit groene zones afkomstig zijn van de parkeerautomaten, ongeveer 80% uit de buurtbewonerskaarten, ongeveer 7% uit retributies en ongeveer 3% uit vrijstellingen (gehandicapte personen, ...);

Gelet op de verplichting van de gemeente om zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het feit dat deze verplichting voor de gemeente Vorst een kans moet vormen om haar parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in het voordeel van haar inwoners;

Gelet op het feit dat het retributiereglement op 31 december 2019 verstrijkt;

Gelet op de noodzaak om het parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in overleg met de inwoners en de economische actoren van Vorst;

VRAAGT HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN:

- samen met parking.brussels de invoering van een blauwe zone 's avonds en op zondag tijdens evenementen in Vorst Nationaal en het Marienstadion te onderzoeken en daarbij verschillende varianten voor te stellen in verband met de te dekken zone, de beperking in de tijd van de mogelijkheid om in een blauwe zone te parkeren, ...;

- bredere herzieningsmodellen voor het gemeentelijk parkeerplan voor te stellen teneinde zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke wetgeving, rekening houdend met:

o de verschillende soorten zones die voorzien worden door de ordonnantie van 22 januari 2009 (blauwe, groene, grijze, oranje, rode en voorbehouden zones);

o het residentiële karakter van Vorst, een gemeente van de tweede gordel;

o de noodzaak om de gemeente op het vlak van de haar handelszaken te doen heropleven;

- overleg te organiseren met de inwoners en de economische actoren, zowel aangaande de oplossing voor de overlast verbonden met Vorst Nationaal en het Marienstadion als over de algemenere herziening van het gemeentelijk parkeerplan;

- aan het begin van het laatste tertaal van 2019 een wijziging voor te stellen in het gemeentelijke parkeerplan opdat dit daarna breed kan worden gecommuniceerd aan de inwoners en opdat dit op 1 januari 2020, d.w.z. de dag na het verstrijken van het huidige parkeerreglement, in werking kan treden.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

19 **Interpellation - Le chantier Willemen de la rue du Dries (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

**Interpellation concernant le chantier Willemen de la rue du Dries**

Lors du conseil communal du 26 février dernier, un groupement de citoyens est venu exprimer ses doutes et sa colère face à la gestion du projet immobilier géré par la société Willemen sur le terrain situé rue de Dries.

Il était alors question notamment de savoir si le projet était périmé ou pas au moment où l'entrepreneur a entamé son chantier.

Lors d'un courrier adressé aux riverains, l'échevin de l'urbanisme a précisé que le permis n'était pas périmé au moment où les travaux ont commencé et que la nature des travaux entamés était conforme au prescrit du CoBAT. Par contre, ces travaux entamés avant le 9/2, date de l'expiration du permis, ont été entamés sans autorisation de la commune et ont fait l'objet d'un PV d'infraction...

Mon interpellation visera à disposer d'une information à jour sur l'état du dossier et savoir si :

- le permis est bien confirmé dès lors qu'il se fonde sur des travaux préparatoires ayant fait l'objet d'un PV d'infraction ;
- le gestionnaire du chantier a bien informé le Collège des Bourgmestre et Echevins de son intention de commencer le chantier rue du Dries 8 jours avant le début des travaux, condition imposée par le permis d'urbanisme. Dans l'affirmative, pourriez-vous en communiquer la preuve ?
- le gestionnaire de chantier a bien demandé à temps l'autorisation de raboter d'1m10 le trottoir pair de la rue du Dries ce 5 mars 2019. Dans l'affirmative, pourriez-vous en communiquer la preuve ?

---

**Interpellatie - De werf Willemen in de Driesstraat (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

20 **Interpellation - Le permis d'urbanisme du projet immobilier situé Rue du Dries (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal). (Complémentaire)**

**Interpellation au Collège communal concernant le permis d'urbanisme du projet immobilier situé Rue du Dries**

Monsieur le Bourgmestre,

Je souhaite revenir sur un dossier qui a fait l'objet d'une interpellation citoyenne le mois dernier, à savoir la validité ou non du permis d'urbanisme du projet immobilier « Dries/Neerstalle ».

Nous avons eu l'occasion de lire attentivement votre réponse aux arguments étayés des riverains. Pour résumer, vous estimez que le placement de pieux constitue un début de chantier puisqu'il s'agit des fondations de l'immeuble, et que donc le permis n'est pas périmé puisque ces pieux ont été placés avant la date de fin de validité du permis.

Je vous avoue rester perplexe par rapport à cette explication, puisque les pieux qui ont été placés ne

sont pas les fondations de l'immeuble, mais uniquement des pieux de protection de la maison voisine !

Pouvez-vous donc nous donner les raisons précises qui vous ont poussé à estimer que ce permis d'urbanisme n'est pas périmé et que le chantier peut donc se poursuivre sans problème ?

N'est-ce pas une occasion gâchée alors qu'il y avait clairement une opportunité, même si les experts étaient partagés sur les aspects juridiques du dossier, de demander que le projet soit revu pour augmenter les espaces verts sur le site et limiter sa densité ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

---

**Interpellatie - De stedenbouwkundige vergunning voor het vastgoedproject in de Driesstraat (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadsled) (Aanvullend)**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**21 Interpellation - L'avenir du site situé au 35 rue Meyerbeer (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal).**

**Interpellation concernant l'avenir du site situé au 35 rue Meyerbeer**

La Villa Danckaert et son jardin situé dans son prolongement au 33 de la rue Meyerbeer sont classés. Quant au reste du site, au coin de la rue de la Mutualité et de la rue Meyerbeer (n°35), il a déjà fait l'objet de plusieurs projets immobiliers. Et l'auteur de projet a dû revoir ses copies notamment pour respecter les gabarits.

Une nouvelle demande de permis est mise à l'enquête publique jusqu'au 7 mars 2019 et la commission de concertation est prévue ce 26 mars. Cette demande de permis d'urbanisme et d'environnement vise à détruire la maison sise au 35 de la rue Meyerbeer, construire 39 logements répartis en deux immeubles avec un espace pour profession libérale et un parking souterrain de 41 places, abattre 29 arbres à haute tige et restaurer une partie du jardin de l'hôtel Danckaert classé.

Les habitants du quartier ont lancé dernièrement une pétition pour le classement total du site et donc plus seulement de la Villa et son jardin si au numéro 33. Selon mes informations, cette demande de classement complémentaire serait irrecevable au motif qu'une demande similaire a été traitée en 2016 par le Gouvernement bruxellois.

Il n'en demeure pas moins que les habitants sont inquiets pour leur quartier et le devenir de ce site.

Vu que le Collège semble vouloir freiner la construction de nouveaux logements à Forest et préserver les espaces verts, j'aimerais connaître votre position par rapport à ce dossier.

- Quelle est la position du Collège par rapport à ce dossier ? Est-il d'accord que l'on construise à cet endroit ? A-t-il un autre projet d'équipement d'intérêt collectif par exemple à faire valoir ?
- Concernant la procédure en cours : Combien de réclamations ont été introduites auprès de la commission de concertation ? Quelles ont été les objections des riverains et, surtout, les réponses de la commission de concertation et de la commune ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Xavier JANS  
Conseiller communal DéFI

---

**Interpellatie - De toekomst van de site gelegen Meyerbeerstraat 35 (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid).**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

22 **Interpellation - L'engagement d'accueillants de garderie (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

**Interpellation concernant l'engagement d'accueillants de garderie**

Lors de sa réunion du 7 février, le collège a pris la décision d'engager 6 agents pour exercer la fonction d'accueillants de garderie.

Sans remettre en cause la nécessité de bien encadrer les enfants fréquentant les garderies, j'aimerais savoir :

- ce qui justifie l'engagement de ces 6 agents, pourquoi 6 et pas 3 ou 12 ;
- leur mission ;
- le nombre total de garderies gérées et d'accueillants de garderie financés par la commune ;
- ainsi que l'impact budgétaire de ces 6 décisions.

Je vous remercie,

ML.

---

**Interpellatie - De aanwerving van opvangwerkers (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

23 **Motion zéro plastique dans les services de l'administration Communale de Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

**MOTION**

**ZERO PLASTIQUE DANS LES SERVICES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST**

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Vu l'arrêté royal du 25 mars 1999 portant fixation de normes de produits pour les emballages ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2012 déterminant les règles de mise en œuvre de l'obligation de tri pour les détenteurs de déchets autres que ménagers ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu la communication de la Commission européenne relative aux emballages et aux déchets d'emballages pour réduire la consommation de sacs en plastique légers à poignées (COM (2013) 0761) ;

Vu la résolution législative du Parlement européen adoptée du 14 mars 2014 sur la proposition de directive ;

Vu la position du Conseil du 4 mars 2015 (COD (2013) 0371) sur la proposition de la Commission relative aux emballages et aux déchets d'emballages pour réduire la consommation de sacs en plastique légers à poignées (COM (2013) 0761) ;

Vu le nouveau Plan de Gestion des Ressources et de Déchets (PGRD) et ses 60 mesures, plan mettant légalement en œuvre la politique régionale des déchets adopté le 22 novembre 2018 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la problématique mondiale liée à l'utilisation du plastique et aux dégâts environnementaux que celui-ci peut causer ;

Considérant que la lutte contre le dérèglement climatique est devenue une des priorités majeures des citoyens et des citoyennes et que le monde politique doit prendre ses responsabilités à chaque niveau de pouvoir, à commencer par le niveau local ;

Considérant les mesures prises par l'Union européenne de réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique (plastiques à usage unique et appareils de pêche) suite à l'accord du 19 décembre 2018 entre les États de l'Union européenne et le Parlement européen sur la directive dite « plastiques à usage unique » ;

Considérant que la pollution plastique est extrêmement grave. Elle cause entre autres des vortex de déchets dans les océans, le plus grand faisant 1,6 million de km<sup>2</sup>. Au niveau européen, agir à la source permettrait d'éviter des dommages environnementaux dont le coût d'ici à 2030 s'élèverait à 22 milliards d'euros ;

Considérant qu'aujourd'hui, les sacs et les bouteilles en plastiques forment la majorité de déchets plastiques dans les mers européennes, ils y représentent plus de 70% de l'ensemble des déchets ;

Considérant que chaque année, près de 100 milliards d'unités de sacs en plastiques en poignées sont



consommées dans l'Union européenne et que si rien n'est fait ce chiffre est susceptible d'atteindre 111 milliards d'ici 2020 ;

Considérant que chaque Européen utilise en moyenne 200 sacs en plastique en un an et que chaque Belge en consomme 97 par an ;

Considérant que, malgré la hausse du prix des ressources, le taux de recyclage ne serait actuellement que de 6,6% sans qu'aucune amélioration significative ne soit prévue dans les années à venir ;

Considérant que 39% des sacs en plastique sont incinérés et qu'un sac sur deux finit dans une décharge, risquant de s'envoler et d'atterrir dans l'environnement ;

Considérant l'étude publiée en 2015 par l'Agence nationale australienne pour la science qui conclut que 99% des animaux marins auront ingéré du plastique d'ici 2050 ; que selon l'Institut français de recherche pour le développement, le plastique tue plus d' 1,5 million d'animaux chaque année ;

Considérant que des produits à usage unique comme par exemples les poubelles, les récipients (bouteilles en plastique, etc.), les sacs, le matériel de bureau, les seaux, les outillages, etc. ont une durée de vie limitée et doivent être changés, pour certains, régulièrement ;

Considérant que des alternatives existent aux couverts, assiettes, pailles, mélangeurs, verres en plastique à usage unique qui peuvent être remplacés/fabriqués en matériaux plus durables ;

Considérant que des petites actions au quotidien peuvent modifier les mentalités et faire prendre conscience des risques que, dans ce cas-ci, nous courons et faisons courir du fait de ne pas changer notre comportement ;

Considérant que le tri des déchets est nécessaire à la préservation de la planète et que cela permet de faciliter le recyclage ;

Considérant que des actions concrètes peuvent et doivent être menées au sein de l'administration communale afin de diminuer son empreinte « plastique » en lien avec l'ensemble du personnel ;

Considérant que ces actions doivent être amplifiées pour tendre vers le zéro déchet ;

Considérant qu'en tant qu'acteur public, la commune de Forest dispose d'une responsabilité en matière de lutte contre la prolifération des déchets plastiques ; que la commune doit être acteur du changement, devenir une commune pilote ;

Considérant les recommandations de Bruxelles Environnement<sup>1</sup> à l'égard des commerçants en matière de gestion des déchets ;

---

<sup>1</sup> Encouragez les clients à emporter leurs sacs réutilisables ou d'autres alternatives. Cela peut se faire de différentes manières:

- N'offrez plus spontanément un sac au client, demandez-lui s'il en a un ;
- Discutez-en avec votre client ;
- Récompensez le client chaque fois qu'il se présente avec son sac dans votre magasin (p. ex. carte de fidélité, système d'épargne, réduction, etc.). Vous pouvez le faire de votre propre initiative ou vous associer avec d'autres commerçants du quartier, etc. ;

- Faites référence à la campagne de communication (articles dans les médias, affiches, etc.) ;
- Si vous faites de la publicité, indiquez dans votre dépliant qu'il faut emporter un sac ;
- Mettez l'affiche et/ou l'autocollant à un endroit bien visible afin que le client s'en rappelle avant d'entrer dans votre magasin.

Considérant, qu'à cet égard, la Commune de Forest est en train de mettre sur pied un projet pilote « commerces engagés dans la réduction de leur déchets » visant à inciter et accompagner les commerces forestois à tendre vers le zéro déchet ;

Considérant que les services publics, les membres du Collège et du Conseil communal doivent montrer l'exemple ;

Considérant la motion « relative aux engagements locaux en matière de lutte contre les changements climatiques », votée à l'unanimité par le Conseil communal en sa séance du 21 janvier 2019, qui invite, notamment, le Collège des Bourgmestre et des Echevins à « *Inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets, [...]* » ;

DECIDE :

1. D'inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets ;
2. De demander aux services compétents d'initier un projet pilote de poubelles à tri sélectif dans l'espace public ;
3. De demander au service communication de la commune d'organiser des campagnes d'information et de sensibilisation du public concernant les incidences néfastes pour l'environnement d'une consommation excessive des produits et des sacs en plastique ;
4. De s'engager durablement dans un processus concret, dans le cadre de la dynamique « Entreprise Ecodynamique » de suppression des objets plastiques au sein de l'administration communale de Forest en prévoyant :
  - a. L'insertion dans les cahiers des charges d'une clause prévoyant l'obligation pour tout soumissionnaire de privilégier une solution éco-responsable pour l'objet en question en lien avec sa production et son « temps de vie » ;
  - b. De désigner un conseiller ou une conseillère au sein de l'administration communale qui soit la personne de référence zéro plastique ;
  - c. La suppression de l'utilisation, au niveau des organes politiques de la commune, de bouteilles en plastique lors de toutes les réunions de ces organes ;
5. De poursuivre le projet « commerces engagés dans la réduction de leur déchets » ;
6. De sensibiliser notamment les écoles, les centres hospitaliers et les centres sportifs à la problématique, de les impliquer dans cette action ; grâce par exemples à la promotion dans les établissements communaux de gourdes réutilisables ou de fontaines à eaux accessibles toute l'année ;
7. Invite les écoles, les centres hospitaliers et les centres sportifs à mettre en œuvre dans les plus brefs délais le plan régional des déchets ;
8. Invite tous les acteurs de la société à mettre en œuvre les mesures-clefs du plan<sup>2</sup> ;
9. D'engager la commune dans ce projet de réduction de la quantité de déchets et d'utilisation de plastique à usage unique lors de tout événement public ;

<sup>2</sup> Soutenir et accompagner les initiatives citoyennes, associatives et communales du “zéro déchet” via des coachings-formations, des subsides, des outils pédagogiques.

- Dans le secteur commercial, promouvoir l’achat en vrac, la réparation, le réemploi et garantir la mise en œuvre de l’interdiction des sacs plastiques.
  - Développer l’éducation à la gestion durable des ressources dans les écoles.
  - Diversifier et multiplier les systèmes de collectes assurés par les professionnels de la gestion des déchets afin d’éviter l’incinération des déchets et de favoriser le réemploi et le recyclage.
  - Accompagner les entreprises vers le “zéro déchet” via notamment le label “entreprise écodynamique”.
  - Financer et accompagner les projets de réemploi et de recyclage des matériaux de construction sur les chantiers.
10. Invite la Ministre fédérale de l’Environnement à revoir l’arrêté royal du 25 mars 1999 portant sur la fixation de normes de produits pour les emballages afin d’interdire les emballages plastiques surtout le territoire de la Belgique ;
  11. De demander au Gouvernement fédéral d’agir en concertation avec les Régions pour la concrétisation au niveau de l’ensemble de notre pays des dispositions prévues dans le projet de directive européenne sur les objets en plastique à usage unique ;
  12. De transmettre la présente délibération à l’ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu’aux ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Gouvernement fédéral en charge de l’Environnement.

---

**Motie voor nul plastic in de diensten van het Gemeentebestuur van Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadsled). (Aanvullend)**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**24 Motion relative au projet de modification du Journal communal (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

**Motion relative au projet de modification du Journal communal**

déposée par : M. Cédric Pierre-De Permentier

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant que la Déclaration de Politique Générale souhaite revoir l’organisation du Journal communal ;

Considérant que plusieurs formations politiques souhaitent que le contenu soit dépolitisé et laisse

davantage d'espace aux informations citoyennes et aux initiatives locales ;

Considérant que la politique doit être plus horizontale et participative ;

Considérant que Forest a fait de la participation citoyenne une priorité ;

Considérant que Forest compte un Cercle d'histoire, de nombreuses associations et clubs sportifs, athlètes, artisans et artistes de talent, ainsi que de nombreux citoyens engagés pour leur commune ;

DECIDE :

1. De revoir l'organisation du Journal communal d'ici au 1er janvier 2020 ;
2. De créer un groupe de travail composé des chefs de groupe, ou de leur délégué, chargé de formuler des pistes originales pour revoir l'organisation du Journal communal ;
3. D'inviter les Forestois à participer à cette réflexion sous la forme d'un bulletin-retour, mail ou boîte à idées ;
4. De mettre en place une structure indépendante des services communaux qui sera chargé de la rédaction du Journal communal, et dont le comité de rédaction sera composé d'une faible proportion d'élus locaux<sup>[1]</sup>, de membres du service info, et de représentants d'associations actives sur le territoire forestois ;
5. De supprimer toute tribune et photographie politique ;
6. Pour mettre en valeur nos artistes, que la mise en page sera confiée à des dessinateurs et caricaturistes forestois ;
7. Dans une optique participative, que les associations et les Forestois soient invités à proposer des articles au comité de Rédaction qui sera chargé de la sélection de ceux-ci ;
8. Qu'un concours sera organisé pour décider d'un nom plus actuel ;
9. Dans une optique environnementaliste et actuelle, de proposer une newsletter par voie électronique afin de diminuer la consommation de papier et des encres d'impression. Tout en conservant un tirage papier plus limité.

---

<sup>[1]</sup> Un membre par groupe politique

---

**Motie betreffende het project tot wijziging van het gemeentelijke infoblad (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadsled). (Aanvullend)**

*2 annexes / 2 bijlagen*

25 **Interpellation - Les fréquents dépôts clandestins devant la crèche Mallemuis, Avenue Van Volxem (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

**Interpellation au Collège communal concernant les fréquents dépôts clandestins devant la crèche Mallemuis, Avenue Van Volxem**

Monsieur le Bourgmestre,

Les responsables de la crèche Mallemuis, mais aussi les parents et leurs enfants, doivent trop souvent pénétrer dans la crèche en traversant une petite montagne de déchets ou de meubles abandonnés. La configuration de la voirie devant la crèche semble « inciter » les inciviques à abandonner là fréquemment leurs immondices.

La voirie est régionale, chacun en est bien conscient, et les services de l'ABP passe quand ils le peuvent pour enlever tout cela. Vos services sont bien conscients du problème également puisqu'on m'a confirmé qu'ils viennent parfois pour essayer d'infliger des amendes administratives.

Rien n'y fait jusqu'à présent. Le Bourgmestre honoraire m'avait signalé en septembre dernier que ce site était retenu parmi les sites à surveiller par les caméras mobiles dont la commune a fait l'acquisition récemment.

Est-ce toujours le cas ? Ces caméras mobiles sont-elles opérationnelles aujourd'hui, et ont-elles déjà été placée sur l'Avenue Van Volxem ? Quel bilan en tirez-vous ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

---

**Interpellatie - Het regelmatig sluikstorten voor kinderdagverblijf Mallemuis, Van Volxelaan (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadsled) (Aanvullend)**

2 annexes / 2 bijlagen

---

26 **Interpellation - Avenir du projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

**Interpellation au Conseil Communal du 26/03/2019**

**Objet** : Avenir du projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe

Un projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe porte sur la construction de 37 logements sociaux en 2 immeubles à appartements. Ce projet qui nécessite l'abattage de 78 arbres a suscité inquiétude et émoi auprès des riverains.

Le 24/10/2017, la Commission de concertation a émis un avis favorable, sous conditions, telles une demande de plans modifiés. Il semble que le Collège de l'époque n'a pas émis d'avis étant hors délai. Quant au permis d'urbanisme, il a été délivré en septembre 2018.

Le 14 janvier 2019, le collègue a envoyé un courrier à l'Alliance bruxelloise coopérative (SISP) marquant son inquiétude quant à l'abattage prévu de 78 arbres et demande au minimum de trouver le moyen de ne pas procéder à cet abattage, et à défaut d'autre solution de renoncer purement et simplement à ce projet à cet endroit, et de construire les 37 logements ailleurs à Forest.

Mes questions seront les suivantes :

- Avez-vous obtenu une réponse à ce courrier ?
- Pourquoi ce courrier a-t-il été envoyé à la SISP Alliance bruxelloise coopérative alors que l'auteur du projet est la SLRB ?
- Le permis d'urbanisme ayant été délivré, quel intérêt y a-t-il à envoyer un tel courrier présent ?
- Quel impact pourra donc avoir l'envoi de ce courrier sur l'exécution du projet en cause ?
- Un recours a-t-il été intenté par les riverains contre ce projet ?

Dominique Goldberg  
Conseillère communale DÉFI

---

**Interpellatie - Toekomst van het project van de BGHM op het Trosplateau (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

*2 annexes / 2 bijlagen*